



CHANTIER LOGEMENT ET HABITATION

Mercredi 25 février 2020

8 h 30 à 15h15

Lieux

Îles: CJE Îles-de-la-Madeleine

Côte-de-Gaspé: CPOC, Gaspé

Rocher-Percé: MRC, Chandler

Haute-Gaspésie: Seigneurie des monts, Sainte-Anne-des-Monts

Bonaventure: CLSC, Caplan

Avignon: MRC Avignon, St-Omer

Animation, prise de notes et soutien technique

Ambroise Henry, Luc Potvin, André St-Onge, Alexis-Dumont Blanchet, Jasmin Roy-Rouleau, Matthieu Paradis, Gregory Leblanc, Julien Deraiche, Valérie Legault, Gaëtanne Mauger, Emmanuel Esterez et Claudie Thibaudeau.

Comité organisateur

Ambroise Henry, Luc Potvin, André St-Onge et Claudie Thibaudeau.

Mandat du chantier régional

Trouver des solutions communes aux enjeux régionaux en logement compte tenu du financement disponible.

Objectifs de la journée

- DISCUTER de la place du logement dans les PLANS DE COMMUNAUTÉ locaux
- PRENDRE CONNAISSANCE des DONNÉES recueillies par le FRAPRU sur la région
- PRÉSENTER l'avancement des COMITÉS de travail du Chantier
- S'INFORMER et DISCUTER de l'enjeu des FEMMES en situation d'itinérance en GÎM

Présences

Merci Avignon de confirmer les présences

Prénom	Nom	Territoire	Organisation
Michèle	Beaulieu	Avignon	Maison Maguire
Dominique	Bouchard	Avignon	Centre Accalmie
Matthieu	Paradis	Avignon	Développement social MRC
Marie-Andrée	Poirier	Baie des Chaleurs	Association des TCC & AVC GIM
Luc	Potvin	Baie des Chaleurs	CISSS Gaspésie
Hugues	Bujold	Baie des Chaleurs	Convergence
Donald	Leblanc	Bonaventure	Corporation CAPA inc
Ana	Mattos	Bonaventure	Développement social MRC
Hélène	Brault	Bonaventure	CISSS Gaspésie
Simon	Carrothers	Bonaventure	Ville Paspébiac
Greg	LeBlanc	Bonaventure	CISSS Gaspésie
Cathie	Cassivi	Côte-de-Gaspé	L'aidelle
Guillaume	Fleury	Côte-de-Gaspé	OHM Gaspé
Julien	Deraîche	Côte-de-Gaspé	CISSS Gaspésie
Martine	Dumaresq	Côte-de-Gaspé	CRRRI
Pauline	Curadeau	Côte-de-Gaspé	Accueil Blanche Goulet
Mélissa	Fortin-Lapointe	Côte-de-Gaspé	Carrefour Jeunesse-Emploi
Valérie	Legault	Côte-de-Gaspé	Développement social MRC
Guillaume	Lévesque	Côte-de-Gaspé	Radio-Canada, Recherche documentaire sur itinérance caché/précarité logement Est du Québec
Julie	Madore	Haute-Gaspésie	DIDS-MADA
Jasmin	Roy-Rouleau	Haute-Gaspésie	DIDS
Alexis	Dumont-Blanchet	Haute-Gaspésie	CISSS Gaspésie
Roxanne	Bariault	Haute-Gaspésie	Centre Louise-Amélie
Cassandra	Lévesque	Haute-Gaspésie et Côte-de-Gaspé	Attachée politique députée provinciale
Marie	Hudon	Haute-Gaspésie	Convergence
Caroline	L'Archevêque	Haute-Gaspésie	Place aux jeunes Haute-Gaspésie
Kathryn	Bariault	Haute-Gaspésie	Place aux jeunes

			Haute-Gaspésie
Michel	Hallé	Haute-Gaspésie	OMH de Ste Anne des Monts
Steve	Ouimet	Haute-Gaspésie	L'Association la Croisée
André	St-Onge	Îles	Équipe DS
Alphonse	Forest	Îles	OMH des Îles
Andrée-Anne	Chevrier	Îles	Regroupement des femmes la Sentin'elle, TOC
Colette	Langford	Îles	Maison à Damas
Germain	Leblanc	Îles	L'Harmonie, résidence d'hébergement communautaire pour aînés
Jocelyne	Renaud	Îles	Comité de logement social des Îles - attachée politique du député Joel Arseneau (qu
Martine	Martin	Îles	ADEQ - Autisme Est du Québec (Projet le Phare)
Anne-Emmanuelle	Tardif	Îles	Communauté maritime des Îles
Johanne	Bécu	Rocher-Percé	Centre Émilie-Gamelin
Gaétanne	Mauger	Rocher-Percé	CISSS Gaspésie
Emmanuel	Estérez	Rocher-Percé	RDS Rocher-Percé
Julie	Grenier	Rocher-Percé	Caisse populaire du CentreSud
Michel	L Fréchette	Rocher-Percé	Citoyen
Cloé	Paquette	Rocher-Percé	ACEF de la Péninsule
Diane	Huard	Rocher-Percé	RLS Rocher-Percé, programme santé mentale
Cyndy	Langlois	Rocher-Percé	ITMAV, travailleuse de milieu personnes âgées vulnérables
Ambroise	Henry	GÎM	GRLC-GIM
Claudie	Thibaudeau	GÎM	RESSORT
Jessica	Thivierge	GÎM	Stratégie Vivre en Gaspésie
Mélanie	Dufresne	GÎM	GRLC-GIM
Mylène	Murray	GÎM	Aide juridique
Anick	Lepage	GÎM	Droits et recours en santé mentale
Lou	Landry	GÎM	Diane Lebouthillier, députée de Gaspésie-Les-Îles-de-la-Madelaine, bureau de NR
Carole	Gingras	GÎM	CISSS Gaspésie

Mireille	Chartrand	GÎM	Table de concertation des groupes de femmes GÎM
Pierre-Luc	Lupien	GÎM	Cégep de la Gaspésie et des Îles
Sarah Jane	Parent	GÎM	CIRADD
Christine	Dufour-Turbis	GÎM	Direction de santé publique Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine
Manon	Havel	GÎM	Table Régionale de Concertation des Aînés GÎM
Sara	Ternoir	GÎM	Table de concertation des groupes de femmes GÎM
Anik	Truchon	GÎM	Regroupement des MRC de la Gaspésie

Compte-rendu

8h00 ACCUEIL	
8h30 à 8h45 LOCAL Tour de table	Tour de table des participant.e.s sur chaque site
8 h 45 à 9 h 00 RÉGIONAL Mot de bienvenue, objectifs et ordre du jour	<p>Claudie Thibaudeau souhaite la bienvenue à tou.te.s et effectue un retour sur le mandat du Chantier:</p> <ul style="list-style-type: none">● Trouver des solutions communes aux enjeux régionaux en logement compte tenu du financement disponible. <p>Objectifs de la journée:</p> <ul style="list-style-type: none">● DISCUTER de la place du logement dans les PLANS DE COMMUNAUTÉ locaux● PRENDRE CONNAISSANCE des DONNÉES recueillies par le FRAPRU sur la région● PRÉSENTER l'avancement des COMITÉS de travail du Chantier● S'INFORMER et DISCUTER de l'enjeu des FEMMES en situation d'itinérance en GÎM
PRÉSENTER l'avancement des COMITÉS de travail du Chantier	
9 h 00 à 9 h 30 RÉGIONAL Historique du Chantier et sous-comités de travail	<p>Retour sur l'historique du Chantier :</p> <ul style="list-style-type: none">● 2016-2017: études qualitatives sur les enjeux du logement en GÎM et tournée sur les territoires● 2018: 5 enjeux prioritaires identifiés pour le logement en GÎM:<ul style="list-style-type: none">○ Difficile accès au logement (pénurie et abordabilité des logements)○ Manque de logements adaptés○ Mauvais état des logement○ Méconnaissance des droits et des devoirs des locataires et locateur.trice.s○ Ségrégation spatiale● Chantier du 24 octobre 2018:<ul style="list-style-type: none">○ Identification et priorisation de 3 solutions régionales pour répondre à ces enjeux○ Création de 3 sous-comités de travail<ul style="list-style-type: none">■ Partage des projets inspirants■ Données sur le logement■ Représentation politique● Chantier du 11 avril 2019:<ul style="list-style-type: none">○ Tournée des territoires○ Présentation du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)

- Discussion sur le droit au logement
- Maltraitance des aîné.e.s

Présentation des travaux des **sous-comités** par Ambroise Henry, Claudie Thibaudeau et Luc Potvin

1. Comité projets inspirants en matière de logement social et communautaire
 - Membres actuels: Claudie Thibaudeau (poteau), Ambroise Henry, Anne-Julie Landry, Ginette Arsenault, Luc Potvin, Jessica Thivierge
 - Le mandat de ce comité est de valoriser les projets inspirants
 - Un Colloque se tiendra le 23 avril au Centre Bonne-Aventure
 - Objectifs du Colloque:
 - i. Valoriser les projets inspirants de la GÎM
 - ii. Tisser des maillages entre projets d'ici et d'ailleurs
 - iii. Inspirer des initiatives locales

2. Comité Représentation
 - Membres intéressés, en octobre 2018: Ambroise Henry (poteau), Martine Dumaresq, Johanne Bécu, Marie-Ève Charland-L'Allier, Michel Fréchette. Ajout en cours de route: Catherine Cyr-Wright. À ajouter: Marie Hudon.
 - Aucune rencontre ne s'est tenue.
 - Le mandat du comité reste à clarifier avec les partenaires qui s'y impliqueront, mais l'idée est de porter une voix et des positions communes, au niveau régional, en tant que Chantier.
 - i. ex.: programme AccèsLogis Québec, prise de position selon les données connues sur le contexte du logement GÎM, appui aux projets en développement, etc.

3. Comité données
 - Membres: Benoit Cayouette (poteau), Marie Houde, Johanne Bécu, André St-Onge, Marie-Ève Charland-L'Allier, Jacques Gendron, Christine Beaudoin, Ambroise Henry.
 - Le mandat du comité était d'inventorier les données disponibles sur le logement en GÎM, identifier des données dont on aurait besoin, identifier et créer des opportunités de recherche et cueillette de données.
 - Une grille, par territoire, a été créée. Elle inventorie les ressources en matière de logement disponible en GÎM. Elle est à finaliser avant l'utilisation par tous.
 - Nous avons peu de données quantitatives sur le logement pour la majorité de la région (ex.: seuls les territoires de Gaspé et des

	<p>Îles-de-la-Madeleine sont couverts par les enquêtes de la SCHL (Rapport sur le marché locatif)).</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Ambroise introduit la pertinence de la présentation du FRAPRU sur les données disponibles pour la région. <p>Outre le Comité de travail sur les projets/Initiatives inspirantes qui travail sur le Colloque sur les solutions en habitation GÎM, prévu en avril, les deux autres comités ont connu des mouvements dans les membres identifiés au départ. Les membres du Chantier sont invités à communiquer leur intérêt à se joindre aux travaux des deux comités de travail (Représentation ou Données).</p>
<p>PRENDRE CONNAISSANCE des DONNÉES recueillies par le FRAPRU sur la région</p>	
<p>9 h 30 à 10h30 RÉGIONAL</p> <p>Données sur le logement en GÎM</p>	<p>Présentation du FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain) par Véronique Laflamme.</p> <p>Pour la 1ère fois, le FRAPRU a effectué une commande spéciale à Statistiques Canada (Recensement 2016) sur des données relatives au logement dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.</p> <p>Elle nous présente leur « Dossier noir logement et pauvreté du FRAPRU pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine »¹.</p> <p>Parmi les données les plus intéressantes pour la région²:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 25,3 % ménages sont locataire en GÎM (comparativement à 38,6% au Québec) - Par contre, les locataires de la région sont plus pauvres qu'ailleurs au Québec <ul style="list-style-type: none"> - La GÎM est la 3e région où les ménages sont les plus pauvres (revenu médian des ménages locataires en GÎM = 30 295\$ contre 37 392\$ au Québec) - 25,1% des ménages locataires consacrent plus de 30% de leur revenu aux dépenses de logement (33,7% au Qc) et 8,9% y consacrent plus de 50% (14,4% au Qc). - Il existe un écart significatif en fonction du genre: <ul style="list-style-type: none"> - le revenu médian des ménages locataires et propriétaires dont le soutien financier est une femme et qui consacrent plus de 30% de

¹ Le fichier excel présenté par Véronique Laflamme a été envoyé aux participant.e.s du Chantier. Le fichier ne doit pas être diffusé largement: il est partagé aux groupes locaux et régionaux seulement. Les participant.e.s peuvent toutefois extraire les données dont ils ont besoin et citer: « Dossier noir logement et pauvreté du FRAPRU pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, issu d'une commande spéciale à Statistiques Canada ».

² Toutes les données sont issues du « Dossier noir logement et pauvreté du FRAPRU pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, issu d'une commande spéciale à Statistiques Canada » et du « Dossier noir logement et pauvreté » du FRAPRU, <https://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2018/06/Dossier-Noir-2018.pdf>

leur revenu au logement est de 27 495\$ (contre 33 132\$ pour les hommes)

- Les ménages les plus à risque sont: les personnes seules, les familles monoparentales, les couples sans enfants, les jeunes (de 15 à 24 ans) et les personnes âgées de 55 à 74 ans.
- 15,2 % des ménages locataires ont des besoins impérieux de logement
 - le besoin impérieux est établi en fonction
 - de la part du revenu, trop élevé, consacré au logement en fonction du type de logement
 - de la perception des locataires quant à la taille de leur logement : considéré trop petit
 - de la perception des locataires quant à la salubrité de leur logement : considéré en mauvais état.
 - En GÎM, 1570 ménages se trouvent dans cette situation.

Les taux d'inoccupation (janvier 2020) sont très bas (1,5% à Gaspé et 1,9% aux Îles). Véronique explique qu'un taux aussi bas d'inoccupation risque d'exercer une pression à la hausse sur les loyers et de porter atteinte, d'abord, aux personnes en recherche de logement qui vivent de la discrimination. Dans une situation de pénurie de logement, le risque d'atteinte aux droits des locataires est aussi plus élevé. Elle mentionne également que ces données ne permettent pas de saisir la portée de la situation des personnes qui se retrouvent dans une situation « irrégulière » de logement (ex.: phénomène des chambreur.euse; saisonnalité des baux, itinérance).

Selon les derniers chiffres de la SHQ, il y avait 429 ménages en attentes d'un HLM ou PSL (supplément au loyer) en GÎM, au 31 décembre 2018.

Au cours des discussions, il est mentionné que:

- Les personnes qui ont un statut « irrégulier » de logement n'ont pas le droit aux allocations de logement, ce qui les précarise davantage
- Le phénomène de saisonnalité des loyers qui est connu en Gaspésie et particulièrement aux Îles est peu connu ailleurs au Québec.
- Dans la prochaine année: des données seront disponibles sur la location de chalet et de AirBnB.
- La norme de 30% de revenu consacré au logement est indécente pour plusieurs ménages, notamment les plus pauvres. Certaines clientèles consacrent jusqu'à 80% de leur revenu pour le logement.
- Il n'existe pas de données sur les besoins et l'offre de logements auprès de Statistiques Canada.
- Le faible revenu crée de la précarité résidentielle, mais le fort taux d'endettement des ménages aussi.

	<ul style="list-style-type: none"> - Le loyer médian présenté par la SCHL et repris par la SHQ dans ses programmes semble différer par rapport à la réalité sur le terrain. - Il n'existe à peu près pas de données sur les clientèles les plus vulnérables (accessibilité, etc.).
10h30 à 10h45 Pause	
DISCUTER de la place du logement dans les PLANS DE COMMUNAUTÉ locaux	
<p>10 h 45 à 11 h 30 LOCAL</p> <p>Plan de communauté et logement</p>	<p>Sur chaque territoire, les participant.e.s sont invité.e.s à discuter de la place du logement au sein de plan de communauté. Questions posées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelle place occupe le logement dans les plans de communauté au niveau local? - S'il n'y en a pas, y a-t-il une initiative particulièrement inspirante que vous aimeriez partager? ou y a t'il des besoins criants non comblés que vous aimeriez souligner?
11h30 à 12h30 Dîner	
DISCUTER de la place du logement dans les PLANS DE COMMUNAUTÉ locaux	
<p>12 h 30 à 13 h 45 RÉGIONAL</p> <p>Présentation par territoire</p>	<p>Avignon</p> <p>Soutien développement projet d'infrastructures ; embauche ressource spécialisée au GRLC (un accélérateur de projet) pour soutenir projets identifiés dans les chantiers(le comité logement)</p> <p>Il y a plusieurs projets de logement sur le territoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Maison Maguire - expansion de leur bâtiment - Centre Accalmie - Nouveau projet de logement à St-Alexis - Convergence - Futur projet d'une maison d'hébergement (voir exemple plus avancé en Haute-Gaspésie) - <p>Bonaventure</p> <p>Le logement fait partie du thème "Pauvreté et besoin de base". On y trouve les objectifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Avoir accès à l'information sur les logements disponibles; ● Faire connaître les possibilités en logement communautaire et social et favoriser les nouveaux projets de logements communautaires; ● Favoriser les nouveaux projets de logements communautaires. <p>Des projets sur la table:</p> <p>Habitations Richmond : projet 24 logements. À partir de terrains donnés par la ville et de l'équité de l'organisme.</p>

La Seigneurie, derrière l'église à NR : projet d'agrandissement (6-9 log). Liste d'attente : 50.

TCC-AVC : 10 membres de l'organisation sont en attente d'un logement depuis plusieurs mois dont une personne en chaise roulante qui vit dans un deuxième étage! Souvent les personnes ayant un TCC ou ACV se retrouvent en résidence pour personnes ayant une déficience intellectuelle ce qui ne répond pas du tout à leurs besoins et même compromet leur développement. L'organisme un projet d'une Maison via la Fondation Martin Matte qui peut soutenir le financement de l'immobilisation. Toutefois les démarches sont longues et complexes

Anyck Lepage de Droits et recours en santé mentale mentionne que de nombreuses personnes éprouvant des problèmes de santé mentale éprouvent de sérieuses difficultés à trouver un logement et vivent de l'ostracisme.

Hélène Brault qui travaille avec des jeunes de 17-19 ans qui sont passé par des maisons d'accueil mentionne qu'eux aussi éprouvent des difficultés à se trouver un logement. Ces jeunes souvent stigmatisés sont souvent en situation de quasi itinérance. En plus d'un logement, ils recherchent aussi un soutien social pour pouvoir s'intégrer.

Simon Carrother, urbaniste à la ville de Paspébiac mentionne l'intérêt de la ville de développer une filière de logement social et communautaire. Il fait état d'une partie de la population vieillissante qui aimerait trouver un type de logement mieux adapté à leurs besoins (requérant moins de travail). Il mentionne aussi que dans un milieu où l'indice de vitalité est bas, la capacité de payer des ménages est peu élevée.

Ambroise Henry du GRLCGIM fait état des municipalités de Cascapédia-St-Jules et St-Siméon qui veulent construire du logement social et communautaire.

En bref, des besoins:

Pour du logement adapté et abordable.

Pour du logement et des service d'habitation supervisées pour des jeunes ayant un parcours difficile. Accompagnement pour permettre aux jeunes de se développer.

Milieus de vie plus petit pour les gens vieillissant en perte d'autonomie voulant quitter maison.

Des logements abordables pour les nouveaux arrivants.

On note que compte tenu du loyer médian à moins de 1 000\$ par mois, il est peu probable que la solution vienne uniquement du privé.

Discussions/commentaires:

- ❖ Stratégie sur le logement du Canada (SNL) prévoit des investissements de 50 Milliards pour 10 ans. Toutefois il n'y a pas encore de signature Qc-Canada. Nous sommes la seule province à ne pas avoir signé l'entente.
- ❖ Part du logement social et communautaire dans les communautés du territoire?

Côte-de-Gaspé

1. Mise en contexte de la démarche en DS : Logement fait partie des thématiques prioritaires - 2019 : enjeu identifié sur le logement de transition, mise sur pied du comité logement de transition CDG
2. Constats identifiés lors de la dernière rencontre du comité logement de transition
 - Absence de Centre de crise (dégrisement)
 - Besoins en logement de transition, avec ou sans supervision

*(*logement supervisé n'est pas de transition pour GRLC)*

 - Absence de logement de transition entre ceux d'hébergement d'urgence offerts par ABG / Aidelle et par le CRIL (2^e étape)
 - Besoin criant de logements abordables pour personnes seules (confirmé par stats du FRAPRU)
 - Précision : enjeu de la perte d'autonomie
3. Des enjeux d'accès au logement sur le territoire sont soulevés :
 - OMH Petit Cap, 12 unités, 8 subventionnés (moins de 24 000\$), pour 65 ans et plus; ne répond pas au besoin des gens entre 24 et 35 000\$, qui sont en situation de précarité aussi
 - Enjeu de plafond de revenu défini pour besoins impérieux (Gr Vallée plus haut que Gaspé : effet de vider les localités; données de la SCHL peu adaptées à notre territoire)
 - Représentations faites par le conseil des maires? Effet de dévitalisation, question d'accès aux subventions de logement
 - Critère de résidence pendant 12 mois à Gaspé pour accès aux logements de l'OMH, sauf 5 et demi et plus... résultat d'une résolution, pourrait être changé.

- Questions des critères d'accès aux logements : modifier pour permettre l'accès aux personnes qui sortent des ressources et/ou nouveaux

- Logement 1 chambre : besoin principal liste attentes OMH
 - Vieillesse de la population : on souhaite privilégier le maintien des aînés à domicile, mais les ressources nécessaires ne semblent pas suffisantes; ententes à réaliser avec le CISSS pour services
 - Goulot d'étranglement bulle démographique aînés; bloque l'accès aux familles aux logements de l'OMH
4. Réflexion sur les moyens possibles de développement des logements communautaires :
- OSBL / Coop habitation hybride : organisme promoteur avec moins de contraintes, bénéficient plus facilement des subventions pour attacher le montage financier.
 - Règles d'accès au logement pourraient, via un organisme autre, être plus souples que celles de l'OMH, ex. seuil financier d'accès, résidence 1 an Gaspé, processus d'appel d'offre pour la construction (on se questionne sur le meilleur véhicule légal pour construction)
 - Actuellement, le développement de logement est réalisé par des organismes avec des besoins précis liés à leur clientèle (ex. ABG, L'Aid'elle)
 - Ententes de services à attacher (risques); charge lourde de gestion pour les organismes
 - Avignon : RH embauchée pour réaliser le travail en amont du GRLC (qui s'occupe du volet technique), le développement d'entente de services et l'évaluation des besoins des organismes en développement de logement - action à leur plan de communauté
 - Cadre de référence de soutien au logement communautaire en élaboration (provincial)
 - Enjeu des coûts de construction de bâtiments plus élevés en région (20-40%)
 - GRT : possibilités de bâtiments à rénover
 - Terrains de la ville : loin des services - permet pas l'accès aux services (travail représentation à la Ville pour terrain adapté?)

Haute-Gaspésie³

La place du logement dans notre plan de communauté n'est pas très présente. En 2015, lors de la réflexion autour de notre planification stratégique nous avons imaginé un chantier de travail appelé «*Pauvreté et besoins de base*». Cette espace de concertation avait pour objectif de rassembler les partenaires autour des thèmes de la sécurité alimentaire ainsi que du logement. Avec les années, ce fut de thème de l'alimentation qui mobilisa davantage les partenaires alors que la question du logement ne fut jamais vraiment approfondie.

Nous avons donc décidé de discuter des différentes tentatives dans les 15 dernières années de mobiliser nos partenaires autour de la question du logement ainsi que de leur motivation actuelle à de réinvestir la question.

Préalablement à la rencontre d'aujourd'hui, nous avons rencontré de manière individuelle les partenaires qui s'intéressent ou qui travaillent la question du logement. Voici les constats de cette tournée qui furent approfondis aujourd'hui :

- L'occupation du territoire : la disparition des services de proximité dans la MRC crée une pression sur le logement à Sainte-Anne-des-Monts.
- Le coûts les loyers est très élevés ce qui crée souvent un obstacle dans la prise en charge des individus les plus vulnérable de notre communauté.
- Il y a un besoin de développer des logements de type supervisé ou semi-supervisé. Certaines personnes qui sont au GASP voire même hospitalisé faute de meilleures ressources adaptées à leurs besoins. Certains ont juste besoin d'un meilleur encadrement.
- Le vieillissement de la population va s'accélérer et risque de créer de la pression sur les services de soutien à domicile.

Il y a plusieurs initiatives, nouveaux projets qui sont en train de se développer sur le territoire :

- Centre Louise-Amélie : construction de logement (2^e ligne), 12 appartements;
- Convergence : ouverture prochaine de la Maison Oxygène;
- GASP : développement de 2 chambres supplémentaires;
- La Croisée : projet de construction d'une maison de répit;
- Entretiens : achat de la maison des Sœurs St-Paul, transformation en résidence pour personnes âgées.

Pour les suites :

- 1) La question du logement reste assez large et il est difficile de trouver un élément rassembleur afin de mobiliser l'ensemble des partenaires qui s'intéressent à la question. Les partenaires seraient davantage intéressés à

³ Cette synthèse de la discussion n'a pas été présentée à tous les territoires lors de la tournée, mais nous incluons tout de même ici.

travailler sur le développement de projets concrets. Il serait quand même intéressant de prendre une photo au moins une fois par année afin de :

- Voir l'avancement des projets;
- Faire une veille stratégique sur les besoins émergents;
- Être à l'affût des sources de financements et programmes;
- Créer des liens de collaboration entre partenaires.

2) La question des logements supervisés serait importante à réfléchir. Les besoins sont autant pour les jeunes qui sortent des centres jeunesse, des individus qui ont des problèmes de santé mentale, etc., Il est alors important de rassembler certains partenaires prioritaires autour de cet enjeu comme le CISSS, les OMH ainsi que les organismes communautaires qui offrent de l'hébergement.

3) Pour travailler la question de l'isolement sociale, l'aide à la recherche de logement, la médiation avec certains propriétaires, la défense de droit, le support aux comités de résident, le référencement, etc., l'intervention de proximité semble une avenue intéressante afin d'intervenir avec les individus qui sont en rupture avec les services offerts dans la communauté.

4) Plusieurs organismes ont des interactions fréquentes avec les quelques propriétaires de logement locatif dans la MRC. Chaque organisme a de leur côté les listes de logement. Il serait peut-être intéressant de mutualiser ces listes et trouver un moyen de la mettre à jour.

Îles-de-la-Madeleine

- 12 Nouveaux logements ont été inaugurés vendredi et 3 supplémentaires seront annoncés
- Plan du territoire Horizon 2025 en place depuis 2012 : L'enjeu du logement fait partie des enjeux prioritaires ciblés dans la mise à jour la plus récente
- Communauté maritime va faire au cours de l'année un portrait de la situation des logements à l'année (primeur ce matin)
- Il faudra valoriser et faire la promotion les logements à l'année versus les logements touristiques
- Demande de projet de loi en cours pour pouvoir intervenir localement pour la gestion des logements, terrains pour promoteurs, etc.
- La problématique n'est pas juste de logements sociaux, il y a un manque pour l'ensemble de la population
- Projet de logements adaptés (surtout clientèle autiste) besoin de créer une nouvelle organisation et trouver le financement pour réaliser le tout (Projet inspirant dans Lanaudière)

- Communication présente entre les hébergements pour aînés qui travaillent ensemble pour être complémentaires

Rocher-Percé

L'accès à la propriété et au logement avait été identifié parmi les 8 enjeux à prioriser lors de la Grand'Messe de 2018. Cette décision se base sur le constat que dans la MRC du Rocher-Percé:

- 72% des logements privés ont plus de 38 ans
- Environ 11% (870 sur 8 025) des logements ont besoin de réparations majeures
- 22,8 % des ménages locataires consacrant 30 % ou plus de leur revenu aux frais de logement
- Perception d'un manque de logements, de logements adaptés à certains types de population (nouveaux arrivants, personnes vivant avec une déficience physique et mentale, TSA, faible revenu, etc.)
- 17,7 % des ménages locataires occupent un logement subventionné

Parmi les impacts que cela crée sur la communauté notons:

- Un enjeu de rétention et d'attractivité pour les communautés et la région;
- Une pression sur les autres besoins de base;
- Le manque ou l'absence de logements fait reposer sur certains organismes d'aide une pression énorme;

Parmi les besoins exprimés en lien avec le logement le 25 février, il y a:

- L'itinérance et la prostitution;
- Les difficultés de se loger liés à un mauvais crédit;
- Le manque de logement adaptés aux personnes vivant seules;
- Une mauvaise gestion des ressources disponibles en matière de logement;

	<ul style="list-style-type: none"> ● Un taux d'insalubrité élevé; ● Le souhait de voir des arrimages entre personnes âgées vivant seules et des nouveaux arrivants qui permettrait de briser l'isolement social; ● Une absence d'organisme de défense des droits des locataires; <p>Malgré des besoins criants il y a pour l'instant une absence de chantier actif se penchant sur la question de l'accès à la propriété et au logement sur le territoire de la MRC. De plus, on dénote l'absence d'élus ou de décideurs des OMH en cette journée. Nous faisons donc le constat suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Qu'il est difficile de mobiliser les partenaires sur cet enjeu ● Que l'on constate le manque d'un leadership clairement identifié ● Que l'on manque de données concrètes et pertinentes ● Que l'enjeu est complexe par la diversité des acteurs et des clientèles impliquées ● Que le travail en silo demeure populaire <p>Nous convenons finalement qu'il faudrait former un chantier se penchant sur les problématiques liées au logement afin de présenter des pistes de solutions susceptibles de rallier les décideurs autour de cet enjeu</p>
S'INFORMER et DISCUTER de l'enjeu des FEMMES en situation d'itinérance en GÎM	
<p>13 h 45 à 14 h 45 RÉGIONAL</p> <p>Violences faites aux femmes et itinérance en GÎM</p>	<p>Présentation par Catherine Flynn de l'Université du Québec à Chicoutimi⁴</p> <p>Catherine Flynn et son équipe ont orchestré une étude qualitative sur le parcours de vie des femmes en situation d'itinérance dans la région du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Elle présente les résultats de l'étude portant sur notre région. La documentation complète de la recherche sera déposée à l'été 2020.</p> <p>Des entrevues de type « récits de vie » inspirées de l'approche des parcours de vie ont été effectuées (15 femmes interviewées en GÎM) et des groupes de discussions ont aussi été animés (5 en GÎM).</p> <p>L'étude Problématise l'itinérance vécue par les femmes comme le produit du continuum des violences perpétrées envers elles.</p>

⁴ Les notes sont issues de: Catherine Flynn et Pénélope Couturier, UQAC, « Violences faites aux femmes et itinérance en GÎM », présentation en visioconférence du 25 février 2020

	<p>Voici les principaux constats:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Que ce soit à l'âge adulte, ou à l'adolescence, l'entrée dans l'itinérance est produite par l'interaction entre : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les réponses sociales insuffisantes ou inadéquates face aux violences vécues, et ○ les conditions sociales et économiques qui précarisent les conditions de vie des femmes (logement, emploi, etc) <p>Voici quelques particularités qui ont ressorties pour la GÎM:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les visions des genres sont stéréotypées ● Vision traditionnelle du couple et de la famille ● Enfermement à l'intérieur de la famille (difficile pour les femmes de dénoncer) ● Étroitesse du milieu et la réputation de certains membres de la communauté (issus des grandes familles, connus, au cœur des principales activités économiques) découragent les dénonciations ● Pratiques du marché locatif <ul style="list-style-type: none"> ○ Logement trop cher ○ Pénurie de logement ○ Risque de se retrouver dans un logement social avec son agresseur ○ Discrimination (ex.: envers les femmes monoparentales) ○ Pratiques illégales (ex.: baux saisonniers) ● Contraintes économiques forcent les femmes à retourner dans leur milieu, famille, couple ● Manque de ressources <ul style="list-style-type: none"> ○ Places insuffisantes dans les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale (ex.: de 2e étape) ou inexistence de maison d'hébergement spécifique pour femmes en situation d'itinérance ● Organisation du marché de l'emploi <ul style="list-style-type: none"> ○ Précarité <ul style="list-style-type: none"> ■ travail saisonnier, salaire minimum, proximité des lieux d'emploi <p>Parmi les recommandations, notons:</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Importance du développement de projets de 2e étape pour femmes victimes de violence conjugale ● Prise en compte de la sécurité des femmes dans le développement des logements sociaux
<p>14 h 45 à 15h 00 RÉGIONAL</p>	<p>Programmes de financement</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Programme de préparation à l'investissement (PPI)

<p>Varia</p>	<p>Fonds de préparation à l'investissement géré, au niveau régional, par le Chantier de l'économie sociale. Les organismes à but non lucratif sont aussi admissibles. 8M\$ disponible pour le Québec.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonds Immo-Social (Achat-réno) <p>Il s'agit d'un fonds (20M\$) qui permet aux coopératives et aux organismes à but non lucratif de financer la mise de fonds nécessaires à l'acquisition et à la rénovation de propriétés immobilières pour les convertir en logements communautaires ou en espaces de travail (référence: pierre-luc.girard@agrtq.qc.ca). Vous pouvez contacter le GRLCGÎM pour plus d'information.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonds d'initiative d'aide communautaire aux locataires <p>Le but ultime de ce fonds est de promouvoir l'accès à l'information (ex.: droits des locataires); de favoriser la capacité des locataires dans leur prise de décision et de favoriser la participation des locataires. Par exemple, la création d'un comité de locataires ou de services de défense des droits des locataires pourrait être éligible à un tel fonds. Pour informations sur le fonds: Chrissy Diavatopoulos, 1833-360-3967 p.104</p> <p><i>« Le Centre de transformation du logement communautaire, une initiative des principaux réseaux pan-canadiens du logement communautaire, est soutenu par la Stratégie nationale sur le logement. Il gère trois programmes de subvention dont le Fonds d'initiative d'aide communautaire aux locataires. Le but de ce fonds est de soutenir et de faire connaître les pratiques innovantes favorisant la participation des locataires. »</i></p> <p>Reportage-documentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Guillaume Lévesque, en collaboration avec Tapis Rouge, est en phase de recherche documentaire sur l'enjeu du logement en GÎM, particulièrement sur le phénomène d'itinérance cachée.
<p>15h 00 à 15h15 RÉGIONAL</p> <p>Clôture</p>	<p>Claudie remercie les participant.e.s, le comité organisateur et les animateur.trice.s du local pour la journée.</p> <p>Un formulaire d'évaluation sera envoyé aux participant.e.s par courriel.</p>
<p>15h15 à 15h30</p>	<p>La parole aux participant.e.s au local: résumé de leur appréciation</p>

LOCAL

Tour de table

Côte-de-Gaspé

- Reconnaissance régionale des enjeux en logement (nous permet de valider les enjeux locaux)
- Deux conférences très pertinentes, mettre des réalités qualitatives et quantitatives; vient enrichir la journée d'échange et alléger l'animation, focaliser l'intérêt
- Bonne formule alternance locale / régionale
- Constats : bcp de travail à faire; éclaircir les besoins en matière de logement des différentes clientèles (spécificités / enjeux des différentes organisations)
- Pour les partenaires locaux : programmes, opportunités et contraintes à bien comprendre, démystifier
- Représentation à faire pour s'assurer de la collaboration des différents partenaires (municipal, CISSS, SHQ)
- Importance du comité local pour amener du concret aux organismes locaux, même si régional est nourrissant et permet de voir plus large
 - Local : se donner des objectifs, un plan de travail - priorisation, un échéancier
- Colloque du 23 avril : suscite intérêt
- Envie d'en savoir plus sur l'étude de Pierre-Luc Lupien

Rocher-Percé:

- Formule efficiente: possibilité pour chaque personne de pouvoir s'exprimer
- Formule + écologique!
- Qualité des interventions (FRAPRU + UQAC)
- Bon dosage du temps local vs régional

Haute-Gaspésie

- Les partenaires sont satisfait.e.s de la journée.
- La formule de rencontre à distance est clairement un élément mobilisateur.
- Par contre les moyens technologiques à notre disposition laissent à désirer pour les grands groupes.
- Les partenaires ont trouvé pertinentes et intéressantes les 2 présentations.
- L'espace pour se parler entre nous de notre réalité haute-gaspésienne fut très apprécié.

Îles

- Bravo pour la mobilisation de plus de gens

- Ce serait super de faire des suivis des différents comités locaux et partager les infos entre territoires
- Le 45 minutes d'échanges entre territoires plus le dîner est super important
- Participants de qualité , beaucoup de compétences autour de la table
- Certains aspects techniques à améliorer pour favoriser l'animation en visio (Co-animateur.trice préparé.e sur chaque site et numéros de cellulaires de chacun.e.s partagés à l'avance, soutien technique sur un site différent que l'animateur-trice, prévoir une 2^e connexion en stand-by, des fils supplémentaires et un bon micro.)

Baie-des-Chaleurs

- Rencontre appréciée par les participants. Présence d'un urbaniste à souligner.
- Intéressant de voir se qui se fait dans chacun des territoires de la région.
- On note l'absence de représentant-es des Mi'gMaws.
- Le réseautage entre nous et avec les acteurs régionaux est apprécié.
- On apprécie la diversité des acteurs. On aimerait que les municipalités soient systématiquement invitées.
- On note que le 27 mai à Trois-Rivières aura lieu un important colloque qui mettra la question du logement et des aînés.

Merci à toutes et tous de votre précieuse collaboration!